

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Déposé le : 14 avril 2011

No. : CI-102

Secrétaire : Catherine Grotas

Étude des crédits 2011-2012

Document préparé par :



Commission d'accès
à l'information
du Québec

Pour :

**La Commission des institutions
de l'Assemblée nationale**

Avril 2011

G-1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2010-2011 :

- les endroits et dates du départ et du retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

1. Paris, France du 16 au 23 mai 2010

- Représenter la Commission d'accès à l'information et présider l'Assemblée générale de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP) aux Journées des réseaux institutionnels de la Francophonie
- Conférencier à la première table ronde de ces Journées concernant la garantie de l'universalité des droits fondamentaux et de la démocratie
- 1 779,83 \$ (déplacement et séjour)
- Me Jacques Saint-Laurent, président

2. Toronto, Ontario le 17 juin 2010

- Représenter la Commission d'accès à l'information du Québec et participer à la - conférence « 4th annual access to information training conference »
- 282,35 \$ (déplacement)
- Me Jacques Saint-Laurent, président

3. Whitehorse, Yukon du 28 août au 3 septembre 2010

- Représenter la Commission d'accès à l'information du Québec et participer aux travaux de la Conférence provinciale-fédérale-territoriale des Commissaires à la protection de la vie privée
- 2 626,83 \$ (inscription, déplacement et séjour)
- Me Jacques Saint-Laurent, président

4. Moncton, Nouveau-Brunswick du 20 au 24 octobre 2010

- Assister, à titre de conférencier, au Symposium international sur les droits de l'enfant
- 712,39 \$ (déplacement et séjour)
- Me Jacques Saint-Laurent, président

5. Paris, France du 28 novembre au 4 décembre 2010

- Représenter la Commission d'accès à l'information et participer à la 4e Conférence des commissaires à la protection des données personnelles de la Francophonie
- Participer au Séminaire collectif de l'AFAPDP (l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles)
- 1 568,55 \$ (inscription, déplacement et séjour)
- Me Jacques Saint-Laurent, président

G-2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

Il n'y a eu aucun voyage en avion ni en hélicoptère au Québec par le dirigeant.

G-3. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012;
- les firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Photographie Visions Roch Thérioux	225 \$
---	---------------

Total dépensé en 2010-2011 :	225 \$
-------------------------------------	---------------

Total prévision en 2011-2012 :	0 \$
---------------------------------------	-------------

Dans son plan stratégique 2009-2012, la Commission s'est donné comme objectif, entre autres, de promouvoir la protection des renseignements personnels auprès des clientèles cibles, dont les jeunes et dans le secteur de la santé. A cet égard et bien que la Commission pourra donner des conférences et être présente dans des débats publics, elle envisage des dépenses de publicité en 2011-2012. Le montant impliqué reste à être déterminé en fonction des disponibilités budgétaires de 2011-2012.

G-4. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ACADÉMIE DU SAVOIR

- Cours d'anglais ;
- Montant dépensé : 1 570 \$

AFI EXPERTISE INC.

- Coaching et formation concernant des logiciels spécialisés utilisés dans le développement de SISTA ;
- Montant dépensé : 1 500 \$

ARCHIVES IRON MOUNTAIN

- Transport et conservation des copies de sécurité des bases de données de la Commission ;
- Montant dépensé : 3 930 \$

ARCHIVES IRON MOUNTAIN

- Destruction sécuritaire et confidentielle des documents émanant de la Commission ;
- Montant dépensé : 1 332 \$

CH-KAY TRADUCTIONS INC.

- Traduction vers l'anglais de documents (décisions, correspondances, allocutions et rapports) de la Commission ;
- Montant dépensé : 4 249 \$

CODE JAUNE

- Divers travaux de graphisme et d'impression ;
- Montant dépensé : 3 535 \$

COMMUNICATIONS DEMO

- Frais de production de la revue de presse écrite (quotidiens, hebdomadaires et périodiques) ;
- Montant dépensé : 7 715 \$

COMPLYS TECHNOLOGIES INC.

- Support annuel et service informatique spécialisé pour le logiciel de sécurité GWAVA ;
- Montant dépensé : 1 920 \$

DIANE DELISLE

- Accompagner le président dans la gestion de la mise en œuvre du plan stratégique 2009-2012 et de la déclaration de services aux citoyens ;
- Montant dépensé : 5 625 \$

DOMINIQUE BOURCHEIX

- Tenir des séances de médiation dans des dossiers remis par la Commission ;
- Montant dépensé : 2 000 \$

ENAP

- Évaluation d'un candidat pour un poste d'encadrement à la Commission ;
- Montant dépensé : 1 325 \$

FOLIA DESIGN INC.

- Contrat annuel d'entretien des plantes d'intérieur – bureau de Québec ;
- **Montant dépensé : 1 174 \$**

GFC INFO-CONSEIL

- Fournir à la Direction de l'analyse et de l'évaluation des services professionnels et des avis sur différents aspects reliés à la protection des renseignements personnels ;
- **Montant dépensé : 11 566 \$**

HEENAN BLAIKIE AUBUT

- Assister les membres de la Commission dans différents aspects qui peuvent requérir que la conformité de la Loi sur le Barreau soit vérifiée, dans le cadre de l'exercice des pouvoirs de la Commission ;
- **Montant dépensé : 4 389 \$**

INTERSCRIPT

- Conception graphique et réalisation de la mise en page du rapport annuel 2009-2010 ;
- **Montant dépensé : 4 635 \$**

LYNN LORD

- Réalisation de mandats auprès de la Direction de l'administration à l'égard du plan d'organisation administrative de la Commission ;
- **Montant dépensé : 3 400 \$**

MANURI FORMATION INC.

- Formation sur la gestion de la clientèle difficile ;
- **Montant dépensé : 1 840 \$**

PLATINE STRATÉGIE

- Conception, réalisation et modification du logo SISTA Cassiopée;
- **Montant dépensé : 1 050 \$**

SOLUTION VICTRIX

- Divers services professionnels spécialisés en informatique ;
- **Montant dépensé : 5 000 \$**

TÉLÉLANGUES INTERNATIONAL LTÉE

- Cours d'anglais ;
- **Montant dépensé : 3 460 \$**

G-5. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
 - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-6. Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
 - la nature du projet;
 - l'échéancier;
 - le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - les plus récents estimés du coût du projet;
 - les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
 - les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;
 - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - le nombre de consultants intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.
-

Le projet de développement informatique de la Commission s'élève à moins d'un million de dollars pour son volet spécifique.

G-7. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- les ordinateurs portables;
- les IPAD ou autre type de tablette électronique;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.

- la photocopie :	6 909 \$
- les ordinateurs portables :	9 206 \$
- les téléavertisseurs :	-----
- le mobilier de bureau :	16 236 \$
- distributeurs d'eau de source :	-----
- le remboursement des frais de transport :	
- à l'employé	3 162 \$
- aux entreprises de transport	<u>30 527 \$</u>
	33 689 \$
- le remboursement des frais d'hébergement :	
- à l'employé :	1 008 \$
- aux entreprises de services d'hébergement :	<u>21 913 \$</u>
	22 921 \$
- le remboursement des frais de repas :	14 384 \$
- <u>l'ensemble</u> des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou autre :	
a) au Québec;	34 934 \$
b) à l'extérieur du Québec.	<u>5 566 \$</u>
	40 500 \$

G-8. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphone intelligent;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

Nom des fournisseurs :	Bell	Rogers	Total
Nombre de cellulaires :	1	8	9
Nombre de BlackBerry :	3	0	3
Total :	4	8	12

**Total 2010-2011
Pour les 12 appareils**

Coût d'acquisition :	109,90 \$
Coût d'utilisation des appareils :	616,24 \$
Coût des contrats téléphoniques :	4 062,75 \$

Note : Les coûts de consommation du mois de mars 2011 ne sont pas inclus car ils ne seront pas disponibles avant le 15 avril 2011.

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);

2010-2011 (au 11 mars 2011)

<u>MOINS DE 35 ANS</u>	<u>MASCULIN</u>	<u>FÉMININ</u>	<u>TOTAL</u>	<u>%</u>	<u>PERSONNES HANDICAPÉES</u>	<u>ANGLOPHONES</u>	<u>AUTOCHTONES</u>	<u>COMMUNAUTÉS CULTURELLES</u>
Aucune Catégorie								
Cadres								
Professionnels	2	8	10	20,4%				
Fonctionnaires	1	1	2	4,1%				
Sous-total :	3	9	12	24,5%				
	6,1%	18,4%	24,5%					
<u>35 ANS et +</u>								
Aucune Catégorie	1	2	3	6,1%				1
Cadres	4	1	5	10,2%				
Professionnels	6	9	15	30,6%				
Fonctionnaires	2	12	14	28,6%				2
Sous-total :	13	24	37	75,5%				3
	26,5%	49,0%	75,5%					6,1%
TOTAL :	16	33	49	100,0%				3
	32,7%	67,3%	100,0%					6,1%

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

b) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

<u>Année financière</u>	<u>Nombre de jours</u>
2010-2011	265

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;**
-

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- d) le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

2010-2011 (au 11 mars 2011)

	<u>NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES</u>	<u>NOMBRE D'HEURES PAYÉES</u>	<u>MONTANT (\$)</u>	<u>NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES</u>	<u>MONTANT (\$)</u>
AUCUNE CATÉGORIE	9,50	0,00	0,00 \$	9,50	166,73 \$
CADRES	7,50	0,00	0,00 \$	7,50	373,28 \$
PROFESSIONNELS	301,13	186,15	7 192,09 \$	114,98	3 737,55 \$
FONCTIONNAIRES	261,15	152,40	5 044,77 \$	108,75	3 817,26 \$
TOTAL :	579,28	338,55	12 236,86 \$	240,73	14 094,82 \$

NOTE :

Les heures effectuées dans la catégorie « Cadres » ont été effectuées par un des cadres, avant qu'il soit promu. Il était alors professionnel dans une autre organisation.

Les heures effectuées dans la catégorie « Aucune catégorie » ont été effectuées par un étudiant dans le cadre de son contrat.

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

e) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

2010-2011 (au 11 mars 2011)

	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT
AUCUNE							
CATÉGORIE	7,0	16,0	4,0	1,0	27,0	7,0	
CADRES	10,5	21,0	32,0	44,0	8,0	2,5	13,0
PROFESSIONNELS	3,0	10,0	63,5	98,5	121,5	44,5	6,0
FONCTIONNAIRES	23,5	29,5	17,0	60,0	154,0	27,5	19,5
SOUS-TOTAL :	44,0	76,5	116,5	203,5	310,5	81,5	38,5
	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS	TOTAL	
AUCUNE							
CATÉGORIE	1,0		3,0	7,0			73,0
CADRES	1,5	7,5	5,5	11,0	2,0		158,5
PROFESSIONNELS	8,0	32,5	11,0	10,0	3,0		411,5
FONCTIONNAIRES	3,0	25,5	16,5	20,0	3,5		399,5
SOUS-TOTAL :	13,5	65,5	36,0	48,0	8,5		1042,5

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- f) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;**
-

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

g) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- h) le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, **nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès.** Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Répartition des effectifs (au 11 mars 2011)

	Québec	Montréal	Total	%
Aucune catégorie	1	2	3	6,1%
Cadres	5	0	5	10,2%
Professionnels	20	5	25	51,0%
Fonctionnaires	13	3	16	32,7%
Total	39	10	49	100,0%
	79,6%	20,4%	100,0%	

Répartition des effectifs (au 12 mars 2010)

	Québec	Montréal	Total	%
Aucune catégorie	2	2	4	8,2%
Cadres	4	0	4	8,2%
Professionnels	16	6	22	44,9%
Fonctionnaires	16	3	19	38,8%
Total	38	11	49	100,0%
	77,6%	22,4%	100,0%	

Répartition des effectifs (au 13 mars 2009)

	Québec	Montréal	Total	%
Aucune catégorie	2	1	3	6,4%
Cadres	4	0	4	8,5%
Professionnels	17	5	22	46,8%
Fonctionnaires	16	2	18	38,3%
Total	39	8	47	100,0%
	83,0%	17,0%	100,0%	

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

	Prime expert (10%)	Prime émérite (15%)	Total
Au 2011-03-31	1	0	1
Au 2010-03-31	2	0	2
Au 2009-03-31	1	0	1

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**
-

	Nombre d'employés (heures majorées)
Au 31 mars 2011	2
Au 31 mars 2010	2
Au 31 mars 2009	2

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- l) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**

		31-03-2009	31-03-2010	31-03-2011
Québec	Aucune catégorie	3	3	3
	Cadres	4	4	5
	Professionnels	15	23	24
	Fonctionnaires	21	23	18
	Sous-total	43	53	51
Montréal	Aucune catégorie	4	4	4
	Cadres			
	Professionnels	5	8	10
	Fonctionnaires	4	5	4
	Sous-total	13	17	17
TOTAL		56	70	68

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- m) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;**
-

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

G-10. Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

- nombre de départ à la retraite en 2010-2011;
 - nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
 - nombre de départ à la retraite prévu pour 2011-2012;
 - nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
-

a) le nombre de départs à la retraite en 2010-2011;

Nombre de départs à la retraite en 2010-2011 : 3

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines ;

1 remplacement en conformité avec le taux de remplacement des départs à la retraite applicable à la Commission, soit 40 %.

c) le nombre de départs à la retraite prévu en 2011-2012;

Nombre de départs à la retraite prévu en 2011-2012 : 7

Note : Ceci représente le nombre total des employés qui sont éligibles à la retraite sans pénalité au cours de l'année 2011-2012.

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats;

Nombre de retraités engagés : 3

G-11. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2010, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Emplacement des locations

- 575, rue Saint-Amable, bureau 1.10 (Québec)
- 500, boulevard René-Lévesque Ouest bureau 18.200 (Montréal)

Superficie des locaux

- Québec : 1 313,55 m²
- Montréal : 452,92 m²

Coût total des locations

- | | |
|-------------------------------|-------------------|
| • Bureau de Québec : | 401 748 \$ |
| • <u>Bureau de Montréal :</u> | <u>116 265 \$</u> |
| Total : | 518 013 \$ |

Coût d'aménagement

- | | |
|-------------------------------|---------------|
| • Bureau de Québec : | 4 817 \$ |
| • <u>Bureau de Montréal :</u> | <u>443 \$</u> |
| Total : | 5 260 \$ |

Durée des baux

- Bureau de Québec (date de fin du bail): 31 décembre 2020
- Bureau de Montréal (date de fin du bail): 31 mars 2028

Propriétaire des espaces loués

- Montréal : Le Groupe Alfid inc.
- Québec : La Capitale immobilière MFQ inc.

G-12. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2010 à ce jour.

Ne s'applique pas à la Commission.

G-13. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2010-2011 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2010;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007- 2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Ne s'applique pas à la Commission.

G-14. Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du :

i. ministre;

ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-15. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité;
 - les prévisions 2011-2012.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

G-16. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2010-2011.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

G-17. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - l'assignation initiale;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
-

La Commission n'a aucun personnel hors structure.

G-18. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
-

Le Commission n'a aucun personnel affecté à des organismes parapublics et autres.

G-19. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- etc.

Aucune dépense n'a été effectuée en 2010-2011 par la Commission auprès de clubs privés ou pour des billets de saison.

Voici le détail des abonnements à des périodiques ou des mises à jours de recueils :

Exercice 2010-2011	
NOMBRE	COÛT
D'EXEMPLAIRES	

1	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	7	3 804,00 \$
2	Accès à l'information et protection des renseignements personnels – Santé et services sociaux	1	594,00 \$
3	Accès à l'information – Loi annotée	10	2 297,20 \$
4	Annuaire de jurisprudence 2010	1	348,60 \$
5	Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	3	141,00 \$
6	Azimet – banque de données	1	1 587,05 \$
7	Bulletin de droit de la santé	1	212,36 \$
8	Charte canadienne des droits et libertés	1	145,90 \$
9	Code civil du Québec	7	395,50 \$
10	Code criminel	2	113,00 \$
11	Code de procédure civile	6	339,00 \$
12	Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	1	865,00 \$
13	Décision de la commission - RCAI	10	1 260,00 \$
14	Droits de la personne – relations de travail	1	90,90 \$
15	Gazette officielle – Accès Internet	1	219,00 \$
16	Gazette officielle – Partie I (Avis juridiques)	1	185,00 \$
17	Gazette officielle – Partie II (Lois & règlements)	1	253,00 \$
18	Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information	3	618,40 \$
19	Express 2.0	1	400,00 \$
20	Événementiel	1	195,00 \$
21	Légis Québec	2	1 383,30 \$
22	Lois annuelles du Québec	1	275,00 \$
23	Lois et règlements des affaires sociales	1	144,90 \$
24	Projets de lois publiques	1	195,00 \$
25	Recueil des politiques de gestion	1	255,80 \$
26	Tableaux des modifications, index des règlements	1	140,00 \$
27	Tribunaux administratifs du Québec	1	176,80 \$

	Sous total		16 634,71 \$

G-20. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne des mises à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

- Aliaco inc. en janvier 2002;

Les coûts de construction du site

- 19 500 \$;

Le coût d'entretien et de la mise à jour

- Travail fait par des employés de la Commission;

Le responsable du contenu sur le site

- Mme Isabelle St-Pierre, responsable des communications;

La fréquence moyenne de mise à jour

- Ajout de nouvelles environ une fois par mois;

Nombre de fois que le site a été refait ?

- 1 fois en 2003 (par Mediaprim);

Quel a été le coût ?

- 4 450 \$;

Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?

- Site plus convivial;
- Axé sur les besoins des citoyens;
- Meilleure répartition de l'information.

G-21. Nominations, depuis le 1^{er} avril 2010, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :

- la liste;
 - les mandats;
 - les contrats;
 - le résultat du travail effectué;
 - les échéances prévues;
 - les sommes impliquées.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-22. Pour 2010-2011, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Ne s'applique pas à la Commission.

G-23. Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciel ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

Aucun déboursé en 2010-2011. Aucun déboursé n'est prévu en 2011-2012 à ces fins.

G-24. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2010-2011 :

- le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
-

Demandes d'accès traitées en 2010-2011 : 28

Demandes d'accès acceptées totalement : 10

Demandes d'accès acceptées partiellement : 8

Demandes d'accès refusées : 2

Demande d'accès référée : 1

Absence de document : 7

Demandes d'accès traitées dans un délai de 20 jours : 25

Demandes d'accès traitées dans un délai de 20 à 30 jours : 3

G-25. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût (déplacements, etc.);
 - le nombre de ressources affectées;
 - le nombre de rencontres;
 - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-26. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2009 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-27. Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

G-28. Tel que prévu dans la politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2011-2012.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2010-2011 des ministères et organismes gouvernementaux.

G-29. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-2011 et 2011-2012.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

G-30. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 et 2012-2013 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucun transfert n'a été obtenu du gouvernement fédéral en 2010-2011 pour des programmes ou des fonds.

G-31. Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.

Ne s'applique pas à la Commission.

G-32. Question 11 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

- a) la masse salariale ventilée par catégorie d'emploi;**
-

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

G-32. Question 11 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

b) le budget de fonctionnement détaillé;

L'information est disponible aux volumes II, III et IV du Budget de dépenses publié annuellement.

G-32. Question 11 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

c) le taux d'absentéisme, ventilé par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question est comprise dans la réponse fournie à la question 9 b.

G-32. Question 11 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

- d) le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonus;**

**Types de primes et bonus
Versés en 2010-2011**

	<u>Période visée</u>	
Juristes (boni et mandats spéciaux)	01-01-2009 au 31-03-2010	42 741 \$
Boni pour rendement exceptionnel	01-10-2009 au 30-09-2010	3 655 \$
Boni au rendement cadre et CGRH	01-04-2009 au 31-03-2010	12 356 \$
Total		58 752 \$

G-32. Question 11 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

e) le montant total et la ventilation des primes de départ;

Il n'y a eu aucune prime de départ allouée à la Commission.

G-32. Question 11 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

f) la liste des comités consultatifs;

Ne s'applique pas à la Commission.

G-32. Question 11 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

- g) prévision de croissance des dépenses et d'effectifs effectuée par le ministère ou l'organisme visé pour 2011-2012;**
-

L'information est disponible aux volumes II, III et IV du Budget de dépenses publié annuellement.

G-32. Question 11 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

- h) liste de tous les programmes, politiques et plans d'actions relevant du ministère ou de l'organisme. Indiquer les sommes d'argent prévues et les échéanciers pour ces programmes, politiques et plans d'actions.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-33. Question 14 du 2^e groupe d'opposition : Liste et ventilation des dépenses et remboursements pour frais de déplacement pour chaque membre du Conseil des ministres, pour chaque adjoint parlementaire des ministres, de même que pour chaque membre de l'Assemblée nationale, entre l'Assemblée nationale et sa circonscription pour l'année financière 2010-2011.

Ne s'applique pas à la Commission.

G-34. Question 16 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011. Fournir les données ventilées selon la raison du départ :

- la retraite;
 - la démission;
 - la révocation pour incompétence;
 - la révocation pour incapacité;
 - la fin d'emploi;
 - le décès;
 - la mise à pied;
 - la destitution;
 - toute autre raison.
-

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

G-35. Question 17 du 2^e groupe d'opposition : Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2010-2011.

Ne s'applique pas à la Commission.

G-36. Question 18 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels qui ont intégré l'effectif régulier par catégories d'âge en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

G-37. Question 24 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque ministère et organisme, fournir la liste, le détail et les sommes économisées de toute action visant à :

- réduire de 10% les dépenses administratives;
 - réduire de 25% les dépenses de publicité, de formation et de déplacements.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

P-14. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 :

a. le nombre de demandes reçues et réglées;

	2008-2009	2009-2010	2010-2011
<u>Ensemble des activités</u>			
Demandes reçues	2121	2457	2469
Demandes réglées	2245	2463	2246
<u>Section juridictionnelle</u>			
Demandes reçues	1304	1445	1846
Demandes réglées	1298	1474	1642
Demandes réglées par le processus de médiation	938	1119	1023
<u>Section de surveillance</u>			
Demandes reçues	771	942	574
Demandes réglées	885	920	551
<u>Autres</u>			
Demandes reçues	46	70	49
Demandes réglées	62	69	53

P-14. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 :

b. le nombre de causes portées en appel et le verdict;

- 1^{er} avril 2008 - 31 mars 2009

COUR DU QUÉBEC

Requêtes en permission d'appel

Accueillies :	3
Refusées:	3

Appels

Accueillis :	4
Rejetés :	6
Désistements :	6
Cause rayée :	1

Autres requêtes

Accueillies :	3
Rejetées :	2

COUR SUPÉRIEURE

Requête en révision judiciaire

Rejetée :	1
-----------------	---

Autre requête

Désistement :	1
---------------------	---

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

Appels

Rejeté :	1
Désistement :	1

Autre requête

Désistement :	1
---------------------	---

COUR SUPRÊME DU CANADA

Permission d'appel

Rejetée :	1
-----------------	---

Sommaire

COUR DU QUÉBEC Décisions rendues			COUR SUPÉRIEURE Décisions rendues	COUR D'APPEL DU QUÉBEC Décisions rendues	COUR SUPRÊME DU CANADA Décisions rendues
Requêtes en permission d'appel	Appels	Autres requêtes	Requête en révision judiciaire	Appel	Requête en permission d'appel
6	10	5	1	1	1

- 1^{er} avril 2009 - 31 mars 2010

COUR DU QUÉBEC

Requête en permission d'appel

Accueillie :1

Appels

Accueillis :3

Rejetés : 10

Désistements :3

Appel incident

Accueilli :1

Autres requêtes

Accueillies :4

COUR SUPÉRIEURE

Requêtes en révision judiciaire

Accueillies :2

Rejetées :2

Autres requêtes

Accordées :5

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

Permission d'appel

Accordée :1

Sommaire

COUR DU QUÉBEC Décisions rendues				COUR SUPÉRIEURE Décisions rendues		COUR D'APPEL DU QUÉBEC Décisions rendues
Requête en permission d'appel	Appels	Appel incident	Autres requêtes	Requêtes en révision judiciaire	Autres requêtes	Requête en permission d'appel
1	13	1	4	4	5	1

- 1^{er} avril 2010 - 31 mars 2011

COUR DU QUÉBEC

Appels

Accueillis :	4
Rejetés :	10
Désistements :	3

Autres requêtes

Accueillies :	2
---------------------	---

COUR SUPÉRIEURE

Requêtes en révision judiciaire

Rejetées :	2
------------------	---

Autres requêtes

Accordées :	4
-------------------	---

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

Permissions d'appel

Rejetées :	2
------------------	---

Appel

Accordé :	1
-----------------	---

Sommaire

COUR DU QUÉBEC		COUR SUPÉRIEURE		COUR D'APPEL DU QUÉBEC	
Décisions rendues		Décisions rendues		Décisions rendues	
Appels	Autres requêtes	Requêtes en révision judiciaire	Autres requêtes	Requêtes en permission d'appel	Appel
14	2	2	4	2	1

P-14. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 :

- c. le nombre de causes portées en appel notamment en vertu de l'article 34;**
-

En 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, aucune décision rendue par la section juridictionnelle portant notamment sur l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels n'a été portée en appel à la Cour du Québec.

P-14. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 :

d. le délai de traitement des demandes;

	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Délai moyen, avec remise, de traitement dans les dossiers juridictionnels	842	806	744
Délai moyen, sans remise, de traitement dans les dossiers juridictionnels	505	494	439
Délai moyen de traitement dans les dossiers de médiation	435	373	338
Délai moyen des délibérés	48	60	51
Délai moyen de traitement dans les dossiers de plainte	496	438	300
Délai moyen de traitement dans les dossiers d'autorisation d'accès à des fins d'étude, de recherche ou de statistique	165	110	151

P-14. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 :

- e. le nombre d'avis demandés à la Commission par ministère et organisme en indiquant l'objet;
-

Le nombre d'avis rendus en 2008-2009 est de 41.

Le nombre d'avis rendus en 2009-2010 est de 33.

Le nombre d'avis rendus en 2010-2011 est de 38.

De plus amples détails sont fournis dans la liste des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations que l'on retrouve à la réponse fournie à la question P-15.

P-14. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 :

- f. le nombre de demandes d'enquête en indiquant l'objet, la date de la demande et la date de la conclusion de l'enquête et ses conclusions;**
-

En 2008-2009

SECTEUR PRIVÉ

65 cas ont été examinés dans lesquels la situation ne nécessitait pas d'intervention particulière de la Commission

- 14 de ces cas concernaient une collecte de renseignements personnels
- 23 de ces cas concernaient une communication de renseignements personnels
- 28 de ces cas concernaient des situations autres que la collecte ou la communication de renseignements personnels

SECTEUR PUBLIC

32 cas ont été examinés dans lesquels la situation ne nécessitait pas d'intervention particulière de la Commission

- 7 de ces cas concernaient une collecte de renseignements personnels
- 10 de ces cas concernaient une communication de renseignements personnels
- 15 de ces cas concernaient des situations autres que la collecte ou la communication de renseignements personnels

Au surplus, la Commission a émis des recommandations dans sept dossiers. Ces recommandations visaient la collecte, la communication, la protection et le délai de conservation de renseignements personnels.

La Commission a également émis des ordonnances dans trois dossiers. Les ordonnances visaient la collecte et la communication de renseignements personnels.

En 2009-2010

SECTEUR PRIVÉ

34 cas ont été examinés dans lesquels la situation ne nécessitait pas d'intervention particulière de la Commission

- 17 de ces cas concernaient une collecte de renseignements personnels
- 6 de ces cas concernaient une communication de renseignements personnels
- 1 de ces cas concernait une collecte et une communication de renseignements personnels
- 10 de ces cas concernaient des situations autres que la collecte ou la communication de renseignements personnels

11 cas ont été examinés dans lesquels la Commission a émis un avis d'intention

SECTEUR PUBLIC

13 cas ont été examinés dans lesquels la situation ne nécessitait pas d'intervention particulière de la Commission

- 6 de ces cas concernaient une collecte de renseignements personnels
- 6 de ces cas concernaient une communication de renseignements personnels
- 1 de ces cas concernait une situation autre que la collecte ou la communication de renseignements personnels

3 cas ont été examinés dans lesquels la Commission a émis un avis d'intention

La Commission a, au surplus, émis des recommandations dans un dossier concernant la communication de renseignements personnels.

En 2010-2011

SECTEUR PRIVÉ

91 cas ont été examinés dans lesquels la situation ne nécessitait pas d'intervention particulière de la Commission

- 60 de ces cas concernaient une collecte de renseignements personnels
- 17 de ces cas concernaient une communication de renseignements personnels
- 14 de ces cas concernaient des situations autres que la collecte ou la communication de renseignements personnels

6 cas ont été examinés dans lesquels la Commission a émis un avis d'intention

SECTEUR PUBLIC

45 cas ont été examinés dans lesquels la situation ne nécessitait pas d'intervention particulière de la Commission

- 26 de ces cas concernaient une collecte de renseignements personnels
- 6 de ces cas concernaient une communication de renseignements personnels
- 2 de ces cas concernaient une collecte et une communication de renseignements personnels
- 11 de ces cas concernaient des situations autres que la collecte ou la communication de renseignements personnels

4 cas ont été examinés dans lesquels la Commission a émis un avis d'intention

La Commission a, au surplus, émis une recommandation dans un dossier concernant la communication de renseignements personnels.

P-14. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 :

- g. le nombre de plaintes faites à la CAI contre un ministère ou un organisme pour non respect du délai prescrit pour répondre à une demande d'accès;**
-

En 2008-2009 : 2

En 2009-2010 : 3

En 2010-2011 : 2.

P-14. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 :

- h. le nombre de demandes d'un ministère ou d'un organisme demandant à la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui lui est adressée.**
-

En 2008-2009 : 42

En 2009-2010 : 70

En 2010-2011 : 52

P-15. Liste et copie des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations de la Commission aux ministères, organismes et suivi accordé pour les années 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011.

EN 2008-2009

PROJETS DE LOI (il y en a 3)

- Projet de Loi modifiant la Loi sur la santé publique et d'autres dispositions législatives, dossier 090195, le 24 février 2009
- Projet de Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de santé, dossier 090187, le 24 février 2009
- Projet de Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée, dossier 090220, le 3 mars 2009

ENTENTES (il y en a 20)

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, dossier 080729, le 8 mai 2008
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Ministère du Revenu du Québec, dossier 080643, le 26 mai 2008
- Les Établissements de santé et Régie de l'assurance maladie du Québec, dossier 081092, le 11 août 2008
- Ministre du Revenu et l'Agence du Revenu du Canada, le gouvernement de l'Alberta et le gouvernement de l'Ontario, dossier 080220, le 9 septembre 2008
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Ministère du Revenu du Québec, dossier 081270, le 11 septembre 2008
- Le Directeur général des élections et Régie de l'assurance maladie du Québec, dossier 081342, le 23 septembre 2008
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport, dossier 081358, le 26 septembre 2008
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et l'Office des personnes handicapées du Québec, dossier 081450, le 30 septembre 2008
- La Financière agricole du Québec et La Fédération des producteurs de bovins du Québec, dossier 081526, le 22 octobre 2008
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Centres jeunesse du Québec, dossier 081525, le 30 octobre 2008
- Régie de l'assurance maladie du Québec et Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, dossier 082012, le 23 décembre 2008
- Ministère du Revenu et Gouvernement du Canada, dossier 081611, le 14 janvier 2009
- Ministère du Revenu et Société de l'assurance automobile du Québec, dossier 081612, le 14 janvier 2009
- Ministère du Revenu et Société de l'assurance automobile du Québec, dossier 081613, le 14 janvier 2009
- Ministère du Revenu et Gouvernement du Canada, dossier 081619, le 14 janvier 2009
- Régie de l'assurance maladie du Québec et Curateur public, dossier 081985, le 21 janvier 2009

- Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et Régie des rentes du Québec, dossier 082041, le 4 février 2009
- Ministère du Revenu du Québec et Commission des transports du Québec, dossier 090067, le 6 mars 2009
- Immobilière SHQ et Société d'habitation du Québec, dossier 082171, le 17 mars 2009
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, dossier 090164, le 19 mars 2009

DEMANDES D'INFORMATION (il y en a 9)

- Ville de Gatineau, dossier 071032, le 26 mai 2008
- Réseau Admission inc., dossier 070779, le 17 juin 2008
- Ministère du Revenu, dossier 081102, le 8 juillet 2008
- Ministère du Revenu du Québec, dossier 081176, le 9 septembre 2008
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, dossier 080883, le 22 octobre 2008
- Autorité des marchés financiers, dossier 071003, le 18 novembre 2008.
- Solutions Pharmafile inc., dossier 081003, le 24 novembre 2008.
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, dossier 081987, le 6 janvier 2009
- Association médicale canadienne, dossier 081639, le 13 janvier 2009

DEMANDE D'INFORMATIONS PROFESSIONNELLES (il y en a 1)

- Brogan inc. et Collège des médecins du Québec et Ordre des pharmaciens du Québec, dossier 080686, le 8 mai 2008

DOSSIERS TECHNOLOGIQUES (il y en a 6)

- Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, dossier 060835, le 15 avril 2008
- Conseil exécutif (Projet de Permis de conduire Plus), dossier 081436, le 29 août 2008
- Conseil exécutif (décret concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les permis), dossier 081436, le 30 octobre 2008
- Conseil exécutif (Projet de décret concernant l'entrée en vigueur de certaines dispositions législatives relatives au permis de conduire Plus), dossier 081436, le 30 octobre 2008
- Conseil exécutif (Décret concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les frais exigibles en vertu du Code de la sécurité routière et sur la remise des objets confisqués), dossier 081436, le 30 octobre 2008
- Conseil exécutif (Projet expérimental du Dossier de santé du Québec), dossier 090186, le 24 février 2009

PLAN D'ACTION (il y en a 1)

- Commission d'accès à l'information, dossier 080446, le 12 mai 2008
- Déclaration de banque de données biométriques (il y en a 1), Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis, dossier 07 19 14, le 28 novembre 2008.

EN 2009-2010**PROJETS DE LOI ET DE DÉCRET (IL Y EN A 5)**

- Projet de décret pour autoriser la Régie de l'assurance maladie du Québec à conclure avec l'Université de Montréal une entente relative au soutien à fournir pour le recrutement, la conservation des consentements et la gestion des retraits des participants au projet CARTaGENE et à signer cette entente, le 20 avril 2009, dossier 090554
- Avant-projet de Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et d'autorité parentale, le 4 juin 2009, dossier 090924
- Projet de Loi no 67 sur l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, le 7 octobre 2009, dossier 091635 et le 23 février 2010, dossier 100007
- Projet de loi no 41, Loi modifiant la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport et d'autres dispositions législatives, le 20 octobre 2009, dossier 091771

ENTENTES (IL Y EN A 13)

- L'Agence du Revenu du Canada et Ministre du Revenu du Québec, le 6 avril 2009, dossier 090232
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et Financière agricole et Agri-Traçabilité-Québec inc., le 22 mai 2009, dossier 090512
- Ministère de la Santé et des Services sociaux et Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), le 2 juin 2009, dossier 090699
- Ministre du Revenu du Québec et Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), le 15 juillet 2009, dossier 090698
- Agence du Revenu du Canada et Ministre du Revenu du Québec, le 14 août 2009, dossier 091401
- Agence du Revenu du Canada, le gouvernement de l'Alberta, le gouvernement de l'Ontario et Ministre du Revenu du Québec, le 14 août 2009, dossier 091402
- Ministère du Revenu du Québec et Investissement Québec, le 18 septembre 2009, dossier 091319
- Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et Régie de l'assurance maladie du Québec, le 2 novembre 2009, dossier 091518
- Commission québécoise des libérations conditionnelles et Régie de l'assurance maladie du Québec, le 22 janvier 2010, dossier 092279
- Régie des rentes du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec, le 25 janvier 2010, dossier 092107
- Régie du bâtiment du Québec et Équifax Canada inc., le 28 janvier 2010, dossier 091982
- Ville de Montréal et cinq municipalités reconstituées, le 7 janvier 2010, dossier 091341
- Ministère de la Santé et des Services sociaux et Institut national de la santé publique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec, le 11 janvier 2010, dossier 091981

COLLECTES DE RENSEIGNEMENTS (IL Y EN A 5)

- Services Québec et Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le 14 avril 2009, dossier 090352

- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et Institut de la statistique du Québec, le 27 avril 2009, dossier 090073
- Régie de l'assurance maladie du Québec et Agence métropolitaine de transport, le 22 février 2010, dossier 100098
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et diverses commissions scolaires et divers collèges, le 26 février 2010, dossier 092108
- Commission de la santé et de la sécurité du travail et Commission des normes du travail et Agence métropolitaine de transport et Société de transport de Laval et Société de transport de Montréal, le 19 mars 2010, dossier 100208

CUEILLETES D'INFORMATIONS (IL Y EN A 2)

- La Financière agricole du Québec et Centre de développement du porc du Québec, le 10 mars 2010, dossier 092064
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Équifax Canada inc., le 11 mars 2010, dossier 092113

DEMANDES D'INFORMATION (IL Y EN A 6)

- Ministère du Revenu du Québec (dérogation pour la conservation d'extraits de banques de données), le 15 juillet 2009, dossier 090945
- Ministère du Revenu (plan triennal des sondages 2009-2012), le 11 septembre 2009, dossier 091327
- Ministère du Revenu (Rapport annuel des activités de sondages 2008-2009), le 15 octobre 2009, dossier 091484
- Ministère du Revenu du Québec (plan d'utilisation au 31 mars 2009), le 2 novembre 2009, dossier 091372
- MD Physician Services inc., le 15 décembre 2009, dossier 091978;
- Graduate Management Admission Council, le 1^{er} mars 2010, dossier 091958.

DOSSIERS TECHNOLOGIQUES (IL Y EN A 2)

- Conditions de mise en œuvre de la deuxième phase du projet expérimental du Dossier de santé du Québec (DSQ), le 16 juin 2009, dossier 091079
- Campagne d'information concernant le projet expérimental du Dossier de santé du Québec dans la région de la Capitale-Nationale, le 27 janvier 2010, dossier 090186

EN 2010-2011**PROJETS DE LOI ET DE RÈGLEMENT (IL Y EN A 7)**

- Projet de loi no 48, Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, le 7 juin 2010, dossier 081099
- Projet de Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels applicable aux ordres professionnels, le 18 août 2010, dossier 101297
- Projet de loi modifiant diverses dispositions législatives relatives principalement au secteur financier et édictant la Loi sur les entreprises de services monétaires, le 24 septembre 2010, dossier 101673
- Projet de loi no 109, Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, le 13 octobre 2010, dossier 101857
- Projet de loi no 123, Loi sur la fusion de la Société générale de financement du Québec et d'Investissement Québec, le 19 novembre 2010, dossier 102312
- Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements devant être transmis par les établissements au ministre de la Santé et des Services sociaux et abrogeant le Règlement sur la transmission de renseignements concernant les victimes de traumatismes majeurs, le 15 février 2011, dossier 110230
- Projet de loi no 6, Loi sur les biens non réclamés, le 7 février 2011, dossier 11 01 66.

ENTENTES (IL Y EN A 10)

- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et Régie de l'assurance maladie du Québec, le 19 avril 2010, dossier 100453
- Institut de la statistique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec, le 19 avril 2010, dossier 100454
- Ville de Montréal et Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal inc., le 19 avril 2010, dossier 092146
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et Commission des normes du travail, le 19 avril 2010, dossier 100270
- Régie de l'assurance maladie du Québec et les directeurs des établissements de détention du Québec, le 10 juin 2010, dossier 071465
- Régie de l'assurance maladie du Québec et Commission québécoise des libérations conditionnelles, le 10 juin 2010, dossier 092279
- Ministère du Revenu du Québec c. Institut de la statistique du Québec, le 16 juillet 2010, dossier 100939
- Ministère du Revenu du Québec et Institut de la statistique du Québec, le 23 février 2011, dossier 102027
- Ministère du Revenu du Québec et Régie des Rentes du Québec, le 29 mars 2011, dossier 110235
- Ministère de la Santé et des Services sociaux et Société de l'assurance automobile du Québec, le 30 mars 2011, dossier 102542

COLLECTES DE RENSEIGNEMENTS (IL Y EN A 14)

- CSSS Cavendish et Agence métropolitaine de transport et Réseau de transport de Longueuil et Société de transport de Laval et Société de transport de Montréal et Conseil intermunicipal de transport Roussillon et Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes et divers conseils intermunicipaux de transport, le 28 avril 2010, dossier 100522

- Entente entre l'Hôpital général juif, l'Agence métropolitaine de transport, le Réseau de transport de Longueuil, la Société de transport de Laval, la Société de transport de Montréal, le Conseil intermunicipal de transport Laurentides, le Conseil régional de transport de Lanaudière, le Conseil intermunicipal de transport Le Richelain, le Conseil intermunicipal de transport Roussillon et le Conseil intermunicipal de transport Sorel-Varennnes, le 10 mai 2010, dossier 100598
- Entente entre le Centre hospitalier de l'Université de Montréal, l'Agence métropolitaine de transport, le Réseau de transport de Longueuil, la Société de transport de Laval, la Société de transport de Montréal, le Conseil intermunicipal de transport Laurentides, le Conseil régional de transport de Lanaudière, le Conseil intermunicipal de transport Le Richelain, le Conseil intermunicipal de transport Roussillon et le Conseil intermunicipal de transport Sorel-Varennnes, le 10 mai 2010, dossier 100599
- Entente entre la Société immobilière du Québec, l'Agence métropolitaine de transport, le Réseau de transport de Longueuil, la Société de transport de Laval, la Société de transport de Montréal, le Conseil intermunicipal de transport Laurentides, le Conseil régional de transport de Lanaudière, le Conseil intermunicipal de transport Le Richelain, le Conseil intermunicipal de transport Roussillon et le Conseil intermunicipal de transport Sorel-Varennnes, le 10 mai 2010, dossier 100596
- Entente entre Transat Tours Canada inc., l'Agence métropolitaine de transport, le Réseau de transport de Longueuil, la Société de transport de Laval, la Société de transport de Montréal, le Conseil intermunicipal de transport de Roussillon, le Conseil intermunicipal de transport Sorel-Varennnes et divers conseils intermunicipaux de transport, le 14 mai 2010, dossier 100597
- Entente entre la Conférence régionale des élus de Montréal, l'Agence métropolitaine de transport, le Réseau de transport de Longueuil, la Société de transport de Laval, la Société de transport de Montréal, le Conseil intermunicipal de transport Laurentides, le Conseil régional de transport de Lanaudière, le Conseil intermunicipal de transport Le Richelain, le Conseil intermunicipal de transport Roussillon et le Conseil intermunicipal de transport Sorel-Varennnes, le 14 mai 2010, dossier 100653
- Architectes de messagerie inc. et Agence métropolitaine de transport et Réseau de transport de Longueuil et Société de transport de Laval et Société de transport de Montréal et Conseil intermunicipal de transport de Roussillon et Conseil intermunicipal de transport Sorel-Varennnes et divers conseils intermunicipaux de transport, le 11 août 2010, dossier 101324
- Office municipal d'habitation de Montréal, l'Agence métropolitaine de transport, le Réseau de transport de Longueuil, la Société de transport de Laval, la Société de transport de Montréal, le Conseil intermunicipal de transport Laurentides, le Conseil régional de transport de Lanaudière, le Conseil intermunicipal de transport Le Richelain, le Conseil intermunicipal de transport Roussillon et le Conseil intermunicipal de transport Sorel-Varennnes et divers conseils intermunicipaux de transport, le 13 août 2010, dossier 10 13 91
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le 18 octobre 2010, dossier 101676
- L'Autorité des marchés financiers et l'Agence métropolitaine de transport, le Réseau de transport de Longueuil, la Société de transport de Laval, la Société de transport de Montréal, le Conseil intermunicipal de transport Laurentides, le Conseil régional de transport de Lanaudière, le Conseil intermunicipal de transport Le Richelain, le Conseil intermunicipal de transport Roussillon, le Conseil intermunicipal de transport Sorel-Varennnes, le 4 novembre 2010, dossier 101911
- Héma-Québec et l'Agence métropolitaine de transport, le Réseau de transport de Longueuil, la Société de transport de Laval, la Société de transport de Montréal, le Conseil intermunicipal de transport Laurentides, le Conseil régional de transport de Lanaudière, le Conseil intermunicipal de transport Le Richelain, le Conseil intermunicipal de transport Roussillon, le Conseil intermunicipal de transport Sorel-Varennnes, le 23 novembre 2010, dossier 102038
- Ministère de la Sécurité publique et la Régie du bâtiment du Québec, le 30 novembre 2010, dossier 102040

- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et Commission scolaire de la Jonquière, Collège Marie-de-L'Incarnation et Collège Saint-Bernard, le 19 janvier 2011, dossier 102635
- Régie de l'assurance maladie du Québec et Société de l'assurance automobile du Québec, le 17 février 2011, dossier 110131

CUEILLETTE D'INFORMATIONS (IL Y EN A 1)

- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et Équifax, le 14 mai 2010, dossier 100578

DEMANDES D'INFORMATION (IL Y EN A 6)

- Association médicale canadienne, le 26 mai 2010, dossier 100477
- L'Empire, compagnie d'assurance-vie, le 7 juin 2010, dossier 100509
- Société de l'assurance automobile du Québec, le 30 juin 2010, dossier 100675
- Iris-Québec, le 22 juillet 2010, dossier 080908
- Rapport d'activités résultant de la comparaison, du couplage ou de l'appariement des fichiers de renseignements inscrits au Plan d'utilisation au 31 mars 2010 présenté par Revenu Québec, le 25 août 2010, dossier 101325
- Plan d'utilisation des fichiers de renseignements – Mise à jour de juin 2010 présenté par Revenu Québec, le 13 septembre 2010, dossier 101323

P-16. Montants attribués à la location des locaux pour les auditions tenues en dehors des bureaux de la Commission pour les années 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011.

2008-2009

AUTRES	
En région, salles d'audiences.	<u>1 905 \$</u>

2009-2010

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	
Montréal, salle d'audiences;	3 000
Trois-Rivières, salle d'audiences;	400

AUTRES	
Chicoutimi et Drummondville, salles d'audiences.	<u>250</u>

Total :	<u>3 650 \$</u>
----------------	------------------------

2010-2011

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	
Montréal, salle d'audiences;	3 050
En région, salle d'audiences;	1 700

AUTRES	
En région, salles d'audiences.	<u>2 700</u>

Total :	<u>7 450 \$</u>
----------------	------------------------

P-17. Nombre d'ententes approuvées, pour les années 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, par la CAI et qui sont conclues entre les organismes en vertu de l'article 172 en indiquant :

- a. le nom de l'organisme;
 - b. la nature et/ou l'objet de l'entente;
 - c. la durée de l'entente;
-

En 2008-2009, la Commission a approuvé une entente conclue en application de l'article 172 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Cette entente impliquait l'Immobilière SHQ et la Société d'habitation du Québec, dossier 082171.

P-18. Copie des avis finals, pour les années 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, que la CAI transmet à un ministère ou à un organisme gouvernemental visé au premier alinéa de l'article 3 ainsi que des règles, rapports, prescriptions et ordonnances découlant de ses fonctions de surveillance.

La liste des avis rendus par la Commission aux organismes publics visés à l'article 3 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels se retrouve à la réponse fournie à la question P-15.

P-19. Nombre d'avis, pour les années 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, sur les projets de règlement qui vous sont soumis en vertu de la présente loi :

- 1) sur les projets d'entente de transfert de renseignements;**
- 2) sur les projets de décrets autorisant l'établissement de fichiers confidentiels;**

Indiquer pour chacun :

- a) le nom de l'organisme ou du ministère;**
 - b) la nature et/ou objet du projet de règlement;**
 - c) la durée.**
-

La liste des avis rendus par la Commission se retrouve à la réponse fournie à la question P-15. Le nombre d'avis rendus en 2008-2009 était de 41, en 2009-2010, de 33, et en 2010-2011, de 38.

P-20. Nombre de demandes écrites reçues et le nombre de demandes accordées, pour 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, à une personne ou à un organisme afin qu'il puisse recevoir, pour fins d'étude, de recherche ou de statistique, des renseignements personnels contenus dans un fichier de renseignements personnels en indiquant :

- a) le nom de l'organisme ou la personne en demande;
- b) la nature et/ou l'objet de la demande;
- c) la durée de l'autorisation;
- d) l'usage projeté et les fins recherchées;
- e) les conditions fixées;
- f) la raison du refus;

EN 2008-2009

La Commission a traité 260 demandes d'autorisation de recevoir à des fins d'étude, de recherche ou de statistique, communication de renseignements personnels. De ces demandes, 115 étaient des nouvelles demandes, 48 étaient des demandes de modification, 92 étaient des demandes de prolongation et 5 étaient des demandes de modification et de prolongation.

Ces demandes portaient sur des renseignements concernant les domaines suivants :

Santé	192
Éducation	23
Social	15
Sécurité routière	10
Agriculture	9
Immigration	4
Main-d'œuvre	4
Judiciaire	3

EN 2009-2010

La Commission a traité 201 demandes d'autorisation de recevoir à des fins d'étude, de recherche ou de statistique, communication de renseignements personnels. De ces demandes, 75 étaient des nouvelles demandes, 54 étaient des demandes de modification, 67 étaient des demandes de prolongation et 5 étaient des demandes de modification et de prolongation.

Ces demandes portaient sur des renseignements concernant les domaines suivants :

Santé	144
Social	20
Éducation	11
Immigration	7
Agriculture	6
Sécurité routière	5
Historique	4
Main-d'œuvre	2
Services de garde	2

En 2010-2011

La Commission a traité 157 demandes d'autorisation de recevoir à des fins d'étude, de recherche ou de statistique, communication de renseignements personnels. De ces demandes, 72 étaient des nouvelles demandes, 35 étaient des demandes de modification, 47 étaient des demandes de prolongation et 3 étaient des demandes de modification et de prolongation.

Ces demandes portaient sur des renseignements concernant les domaines suivants :

Santé	117
Éducation	14
Social	9
Agriculture	7
Immigration	5
Judiciaire	3
Main-d'œuvre	2

P-21. Nombre de vérifications effectuées, pour 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 :

- 1) à la suite d'une plainte;
 - 2) de sa propre initiative;
- Indiquer :
- a) l'objet de la vérification;
 - b) le résultat de la vérification;
 - c) les suites accordées;
-

EN 2008-2009

La Commission a effectué 109 inspections. 96 de ces inspections concernaient les agents de renseignements personnels, 5 inspections étaient dans le secteur public et 8 dans le secteur privé.

EN 2009-2010

La Commission a effectué 131 inspections. 114 de ces inspections concernaient les agents de renseignements personnels, 7 inspections étaient dans le secteur public et 10 dans le secteur privé.

EN 2010-2011

La Commission a effectué 14 inspections. 10 de ces inspections concernaient les agents de renseignements personnels, 3 inspections étaient dans le secteur public et 1 dans le secteur privé.

P-22. Nombre d'enquêtes effectuées pour 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 :

- 1) à la suite d'une plainte;
 - 2) de sa propre initiative;
- Indiquer :
- a) l'objet de l'enquête;
 - b) le résultat de l'enquête;
 - c) les corrections apportées le cas échéant par le fautif;
-

Les données concernant le traitement des enquêtes par la Commission se retrouvent à la réponse fournie à la question P-14 f).